

Premier mai 2022 : contre les régressions sociales et la guerre

Le Premier mai, son cortège, sa fête populaire, son ruban... tout cela fait partie des traditions de la gauche et du mouvement syndical. C'est même l'événement le plus important de l'année qui nous rassemble toutes et tous. Mais quel est son vrai sens ?

Il n'est pas inutile de le rappeler, dans la mesure où ce sens peut ne pas être clair pour tout le monde, voire avoir été un peu dilué au fil du temps et par une certaine routine. Le Premier mai n'est ni la célébration annuelle de l'unité de la gauche et de tout ce qu'il peut y avoir de plus ou moins progressiste, ni la « fête du travail » – combien de gens de droite vont encore refaire la blague débile « comment ça se fait que la fête du travail ces feignants de gauchistes ne travaillent pas ? » – mais la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, une journée de grève et de lutte. La création de cette journée fut décidée par le Congrès fondateur de la II^{ème} Internationale, en 1889, à Paris. La date du premier fut choisie en mémoire du massacre de Haymarket Square, à Chicago, lorsque la police réprima brutalement une grève générale qui commença le 1^{er} mai 1886, et dont l'objectif était d'obtenir la limitation de la journée de travail à 8 heures. La revendication initiale du 1^{er} mai fut logiquement la journée de 8 heures, chose qui n'est toujours pas réalisée en Suisse. Symbole de l'unité du mouvement ouvrier, qui cristallisa ses luttes, ses espoirs et ses aspirations, le 1^{er} mai est la grande journée **du mouvement ouvrier**. C'est cela qui constitue son essence, même si des organisations et des mouvements sans lien direct avec le mouvement ouvrier y participent désormais. Toutes les traditions du 1^{er} mai se sont cristallisées au fil du temps, de la succession des générations qui ont lutté pour la justice sociale et rêvé d'un avenir meilleur. Elles font partie du patrimoine de notre mouvement, qui est irremplaçable.

A ce titre, on ne peut que regretter les changements décidés par le comité d'organisation du premier mai cette année : pas de rassemblement devant le Monument aux Brigadistes et remplacement de la traditionnelle fête populaire au Parc des Bastions par une fête à l'intérieur, dont la dynamique est différente. Car les traditions du mouvement ouvrier ont leur raison d'être, et doivent être respectées et préservées. On ne devrait pas se sentir trop facilement autorisés à y changer quoi que ce soit, surtout pas dans le but discutable de faire du nouveau pour faire du nouveau. Autrement, c'est à chaque fois un pan de notre histoire que nous risquons de perdre.

Mais avant que d'être une fête populaire, le Premier mai est avant tout une journée de lutte.

Le slogan du traditionnel ruban de cette année 2022 est « Contre les régressions sociales et la guerre ». Slogan qui est détaillé dans le tract unitaire, en 4 volets : **1) Solidarité avec le peuple ukrainien**, condamnation de l'invasion russe, soutien au mouvement anti-guerre – et non hystérie militariste et atlantiste pour la prolonger, ce qui est à saluer – accueil inconditionnel de tous les réfugiés, d'où qu'ils viennent, et NON au financement additionnel de Frontex, la meurtrière police des étrangers de l'UE ; **2) Pour la justice sociale et la transition écologique** : pendant la pandémie, les inégalités se sont encore accrues ; il faut donc renforcer les luttes pour la hausse des salaires et une imposition plus progressive, pour plus de redistribution des richesses ; soutien à l'initiative 1000 emplois, pour lutter contre le chômage, pour la réduction du temps de travail, pour la transition écologique ; écologie sociale à la hauteur des enjeux, plutôt qu'écologie punitive basée sur des taxes ; **3) Défendons nos retraites** : NON au scandaleux vol des rentes, fait de surcroît sur le dos des femmes, qu'est AVS21 ; et



non à la réforme en préparation de la LPP, qui voudrait nous faire travailler jusqu'à 67 ans ; **4) Des droits démocratiques pour toutes et tous** : le droit de manifester est de plus en plus abusivement entravé à Genève, et c'est inacceptable ! Un droit démocratique fondamental n'a pas à être soumis à autorisation, soit au bon vouloir des autorités ! C'est un droit qui doit se prendre, et non se quémander auprès du pouvoir en place ! OUI à l'initiative « Une vie ici, une voix ici », pour le droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers établis en Suisse, car il n'est pas normal que des personnes qui vivent et travaillent ici soient privées de droits politiques, parce qu'il n'est pas dans l'intérêt de la classe ouvrière qu'une partie d'elle ne dispose pas de ces droits.

C'est n'est certes pas tout le programme de lutte dont nous aurions besoin aujourd'hui, mais c'est somme toute un programme de classe et anti-impérialiste, qui répond à la véritable tradition du 1^{er} mai. Un programme qui mérite que l'on se batte pour sa réalisation.

Que vive le 1^{er} mai !

Alexander Eniline



OUI à la modification de la loi sur le cinéma

La proposition de modification de la loi sur le cinéma vise à établir une égalité de traitement entre les chaînes de télévisions nationales et les plateformes de films à la demande.

Le PST-POP vous encourage à voter OUI pour différentes raisons.

A l'heure actuelle, les chaînes de télévisions sont tenues de reverser 4% de leur chiffre d'affaires brut en soutien au cinéma suisse. Ceci représente une part non négligeable des financements de l'industrie audio-visuelle nationale, contribue à la qualité et à la visibilité des œuvres nationales.

La tendance actuelle de consommation du divertissement sur les plateformes web menace les financements existants pour l'industrie cinématographique suisse et diminue l'accès aux œuvres de sensibilités socio-culturelles locales.

La culture est un moyen majeur de présenter, critiquer ou repenser notre société et participe activement à notre compréhension et intégration dans cette dernière. Il est donc essentiel que la population suisse ait accès à un panel d'œuvres réalisées par des personnes qui vivent et comprennent les réalités et subtilités régionales faisant échos aux réalités locales pour leur bonne compréhension et intégration dans la société qui les accompagne au quotidien.

Grâce à l'investissement de 4% du chiffre d'affaires brut des

plateformes en ligne dans l'industrie cinématographique suisse, la Confédération garantirait non seulement la pérennité de ce secteur économique, le maintien et la création d'emplois, mais également une diffusion renforcée des œuvres suisses tant au niveau national qu'international. En effet, une plateforme qui investit dans une œuvre n'a aucune raison d'en limiter la diffusion à sa seule région d'origine et l'ajoutera selon toute vraisemblance à son catalogue.

La possibilité laissée aux plateformes web de s'acquitter d'une redevance plutôt que d'investir directement permet également d'envisager un essor du film suisse, grâce à un renforcement du subventionnement national qui découlera des 18 millions de francs estimés en revenus supplémentaires pour le service de la culture.

Concernant les craintes d'une augmentation des prix d'abonnements, nous estimons le risque très faible. En effet, la plupart des plateformes préféreront certainement investir en Suisse en réallouant des fonds actuellement dépensés à l'étranger, sans pour autant modifier leur enveloppe globale. De plus, l'exemple

Votation du 15 mai 2022



OUI à la modification de la loi sur le cinéma

des autres pays européens qui ont mis en place une taxation bien plus conséquente, sans pour autant constater de changements significatifs sur les tarifs montre qu'il n'y a pas à craindre pour les budgets des ménages suisses.

- ↩️ **Soutien à la culture locale.**
- ↩️ **Soutien à l'économie locale.**
- ↩️ **Probablement pas de changement de prix d'abonnement.**
- ↩️ **Faible en comparaison des autres pays européens.**
- ↩️ **Renforce la position du cinéma suisse dans le monde**

PST-POP

Oui au consentement présumé pour le don d'organes

La modification du 1^{er} octobre 2021 de la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (loi sur la transplantation), soumise en votation le 15 mai 2022, vise à remplacer le consentement explicite pour le don d'organe à un consentement présumé.

Concrètement, cela impliquerait que, concernant une personne cliniquement décédée, celle-ci sera considérée comme donneuse d'organes par défaut, à moins qu'elle n'ait exprimé une opposition explicite de son vivant. Le cas échéant, ses proches auront le droit de s'y opposer, à moins d'un consentement explicite de la personne concernée. Aucun organe ne sera prélevé si les proches ne sont pas joignables.

Le but de cet inversement de paradigme est d'augmenter le nombre de donateurs d'organes, et de sauver ainsi des vies. En effet, actuellement le temps d'attente pour un don d'organes peut aller entre plusieurs semaines et plusieurs années, un temps d'attente qui peut être fatal. 1434 personnes étaient dans la file d'attente pour un don d'organes en 2021. 450 personnes par année bénéficient d'un don d'organe en moyenne aujourd'hui en Suisse. La pratique des pays qui ont introduit le consentement présumé prouve que les dons d'organes y sont plus nombreux, et le temps d'attente moins long. En Suisse, le paradoxe est que 75% de la population est favorable au don d'organes, mais, bien souvent, on ne connaît pas la volonté d'une personne décédée à ce propos ; et, dans 60% des cas, les proches s'y opposent, notamment parce qu'ils ignorent la volonté du défunt.

Ce changement est soutenu par le Conseil fédéral, et la majorité du parlement, à l'exception d'une majorité de l'UDC et d'une partie du Centre (ex PDC). Le référendum a été lancé par un comité sans couleur politique, composé de théologiens, de juristes, de professionnels de la santé, issus de différents bords politiques. Les référendaires estiment qu'un changement de paradigme aussi fondamental ne peut être décidé par le seul parlement, mais doit être soumis au peuple, ce qui est légitime, et ce en quoi ils ont d'ores et déjà obtenu satisfaction. Ils ont également des objections de nature éthique : un silence ne saurait passer pour un consentement, un don présumé n'est pas un vrai don. Ils craignent une pression accrue sur les proches, qui seraient vite qualifiés de « non solidaires » s'ils s'opposent ; et pointent l'insuffisante prise en compte des préoccupations religieuses des personnes concernées. L'opposition à ce changement de loi vient pour une grande part de milieux religieux.

Le PST-POP estime néanmoins que les garde-fous posés par la loi sont suffisants, et que des objectifs de bien commun et de santé publique justifient de la soutenir. Les doutes des référendaires peuvent se comprendre, mais sont insuffisants selon nous pour contrebalancer les avantages apportés par le consentement présumé de dons d'organes. Ce changement législatif est en outre un moyen de lutter contre le trafic d'organes sur le marché noir. Bien que celui-ci soit strictement interdit en Suisse, l'insuffisance de dons d'organes et le désespoir poussent des personnes qui en ont les moyens à se rendre dans des pays en développement,

pour obtenir des greffes d'organes issus de trafics illégaux, souvent de personnes que la misère pousse à vendre une partie de leur corps, au détriment de leur santé, quand ce ne sont pas des pratiques encore pires. Les receveurs n'ont du reste pas de garanties – s'agissant d'un commerce illégal – sur la qualité des organes reçues, et risquent également leur santé. Ce trafic criminel et négateur de la dignité humaine au plus haut point doit absolument être combattu. C'est pourquoi, nous appelons résolument à voter oui.

PST-POP

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Paraît 10 fois par an

Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

pdt-ge@bluewin.ch

www.pdt-ge.org

022 321 79 58

ccp : 12-8747-5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Hélène

ECUYER, Maurice MICHON

Délai de remise des textes :

1^{er} juin 2022

Tarif abonnements :

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



Non au financement de l'agence de garde-frontières FRONTEX

Frontex est l'Agence de garde-frontières et de garde-côtes créée en 2005 par l'Union européenne. Depuis sa création, son budget a passé de 6 millions à 11 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En termes de personnel, la force opérationnelle de Frontex est appelée à devenir une armée permanente de 10'000 gardes-frontières d'ici 2027.

Les principales activités de Frontex sont le rapatriement des « personnes en situation irrégulières (y compris par des refoulements illégaux), la mise en œuvre d'expulsion dans toute l'UE et la modernisation et la formation des agences locales de garde-frontières.

Concrètement, Frontex opère directement aux frontières extérieures de l'UE et dans les pays européens, mais aussi dans un nombre croissant de pays tiers, selon une logique d'externalisation croissante du régime migratoire de l'UE. Frontex coopère activement avec plus de 20 pays en dehors de l'UE. Elle collabore, par exemple,

avec la Turquie pour le renvoi des personnes migrantes qui cherchent à atteindre les côtes de l'UE en Grèce et avec les garde-côtes libyens, qui interceptent les bateaux de personnes migrantes et les ramènent de force en Libye, où elles sont détenues dans des conditions de violence massive.

Frontex soutient activement l'expansion de la surveillance aérienne en Méditerranée, alors que dans le même temps les missions officielles de sauvetage sont continuellement réduites. Les activités de Frontex s'inscrivent dans le narratif anti-étrangers et raciste de la migration en tant que menace. Depuis 1993, la politique d'isolement de l'UE par rapport au monde extérieur a coûté la vie à plus de 44'000 personnes, sans compter les très nombreux cas non signalés.

Frontex et la Suisse

En tant que membre de l'espace Schengen, la Suisse soutient Frontex financièrement et en personnel depuis 2009. Le Conseil national a

maintenant approuvé un budget annuel de 61 millions de francs jusqu'en 2027. Membre de l'espace Schengen, la Suisse dispose d'une voix consultative mais non délibérative en ce qui concerne la planification de nouvelles compétences et lois.

La Suisse participe activement à la violence du dispositif européen contre les migrations. Siège de grandes entreprises de commerce des matières premières, place financière internationale et exportateur d'armes, le capitalisme Suisse est un profiteur notoire du système mondial qui organise l'exploitation et le pillage des ressources des pays pauvres. La Suisse porte donc une responsabilité importante dans les circonstances qui poussent de nombreuses personnes à fuir la misère et les guerres.

Pour toutes ces raisons, le PST-POP appelle à s'opposer à la Forteresse Europe en votant NON le 15 mai prochain au financement de l'agence Frontex

Oui à la réforme du Cycle d'Orientation

Pour apprécier les enjeux de cette réforme, il n'est pas inutile d'adopter une perspective historique. Car l'enjeu est litigieux et passionnel depuis que le conseiller d'Etat André Chavanne (PS) fonda l'école genevoise moderne, en lieu et place d'un système antérieur fortement élitiste, dépassé, et où le collège était réservé aux fils de la bourgeoisie. Il est le fondateur, notamment, du Cycle d'orientation. Mais l'existence même du Cycle d'orientation était insupportable à une droite profondément réactionnaire, qui aurait voulu garder un système élitiste, et qui avait l'impression – irrationnelle – qu'avec la démocratisation des études le niveau baissait.

Bien entendu, l'existence du Cycle ne fait plus débat, et ne saurait être remise en cause. Mais le débat revient régulièrement, par vagues,

entre la gauche qui voudrait rendre le système plus égalitaire, et la droite qui le voudrait plus hiérarchique, avec des réformes et des contre-réformes qui se succèdent.

Concernant le Cycle d'orientation, les termes du débat sont : classes hétérogènes (tous les élèves mélangés dans la même classe), et filières par niveaux ; avec des allers et retours selon les rapports de force politiques. Actuellement, le Cycle est organisé en trois filières. La réforme soumise en votation propose d'introduire des classes hétérogènes en 9^{ème} et 10^{ème} année – mais avec des exigences différenciées par élève dans la même classe – et de laisser deux filières en 11^{ème} : une qui prépare aux études débouchant sur une maturité, et une autre qui oriente vers les cursus menant à un certificat. Le nombre d'élèves par

classe devrait être abaissé à 18 pour rendre ce système praticable.

Cette réforme a eu le don d'irriter la droite (PLR, Vert'libéraux, UDC), qui tient mordicus à un système hiérarchique et concurrentiel, où une élite puisse réussir, et tant pis pour les autres.

Des classes hétérogènes permettent en revanche de faire prévaloir d'autres valeurs : celles de l'entraide entre élèves qui ont des capacités différentes. Elles permettent surtout de mettre fin aux regroupements pour élèves « faibles », qui sont en pratique des ghettos pour des élèves qui intériorisent le fait qu'ils sont « mauvais », ce qui est terriblement dévalorisant et traumatisant. La réforme proposée n'est sans doute pas parfaite, mais elle est perfectible, et c'est pourquoi nous la soutenons.



Amélioration extraordinaire des recettes fiscales à Genève

QUOI !

896 millions de rentrées fiscales en plus !
Non budgétées !

896'000'000.- frs seulement sur une année

Soit

138'000 fois le salaire moyen **mensuel** d'un-e suisse-sse
11'500 fois le salaire moyen **annuel** moyen d'un-e suisse-sse

Et ce chiffre n'est lié qu'à la partie visible et déclarée de l'iceberg qu'est l'augmentation des chiffres d'affaires et des profits des grandes sociétés, des banques et des organisations financières !

En effet ce montant ne résulte que des recettes fiscales supplémentaires liées à la taxation des surplus déclarés durant l'année écoulée. Sans oublier qu'au préalable, tous ces bilans ont été passés à la moulinette de l'optimisation fiscale !

Peut-on imaginer le volume des profits supplémentaires qui permettent ainsi de dégager une telle augmentation des recettes fiscales ?

Difficile pour les citoyens que nous sommes !

Est-ce que ces rentrées supplémentaires proviennent de mes impôts, ou des impôts de mon voisin, du commerçant de mon quartier, de l'artisan, des ouvriers, employés, fonctionnaires, des paysans ?

Certainement pas.

Alors d'où vient cette manne, quelles sont ces sociétés et autres organismes financiers qui ont permis de dégager ces profits exceptionnels qui, eux, ont résulté sur de telles rentrées d'impôts supplémentaires non budgétées.

Les opérateurs des marchés, les sociétés de négoce, les banques, les sociétés et organismes financiers, les multinationales, les sociétés actives dans le luxe, le business de l'énergie, de l'alimentaire avaient déjà dans un premier temps, tiré profit de la sortie de la crise covid en créant un début d'inflation par la spéculation, mais depuis le début de la guerre en Ukraine, c'est la course aux profits maximums exigés par les actionnaires avec les résultats que l'on voit et subit.

Plus de retenue dans la recherche du profit maximum car c'est bien l'augmentation des profits de ces grandes sociétés qui ont permis une telle amélioration des recettes fiscales.

Et là arrive la question fondamentale ?

Ces profits sont-ils réalisés à partir d'une augmentation des volumes des marchandises produites ou par des gains de production ou, tout simplement, par la spéculation.

Se poser cette question est déjà partiellement y répondre !

Et à qui profite cette embellie financière ?

Certainement pas au peuple, pas aux gens !

Est-il nécessaire de rappeler que notre économie est basée sur le libéralisme, le libre-échange, la loi du marché, ce qui veut dire en clair sur l'offre et la demande et non pas sur les coûts réels de production ou sur le besoin social des populations.

Il faut un équilibre entre l'offre et la demande pour que le système fonctionne à peu près équitablement, et si cet équilibre disparaît, alors le système

s'emballer et, là, nous, les gens, sommes les perdants.

Entre le site de production et le consommateur, entre l'achat du produit à la production et la vente du même produit au consommateur, et ceci quel que soit le produit ou la marchandise, sévissent les "tradeurs".

Leur fonction première est de maximiser les profits et ceux de leurs actionnaires, sans amener aucune plus-value au produit et ceci au détriment des consommateurs qui se trouvent désarmés, subissant ce processus sans pouvoir le contrer, car le système politique actuel ne permet pas de contrebalancer le pouvoir de la finance, des spéculateurs et de rééquilibrer ainsi l'économie en tenant compte des intérêts vitaux des gens, des populations.

Pour résumer, cette embellie fiscale est essentiellement due à l'amélioration des résultats financiers des grandes sociétés, à l'explosion des dividendes et des profits qui sont, à l'évidence, générés par ce fléau qu'est la spéculation.

Conclusion, il faut absolument lutter contre la spéculation en changeant fondamentalement le système !

Comment : en développant un système politique fort remplaçant cette spéculation par un système juste et équitable capable de créer une société développant une politique en faveur des gens, de tous les gens, où chaque individu aura une place digne d'un être humain.

L'objectif ultime est de construire une société sociale et solidaire tant au niveau économique qu'écologique.

Maurice Michon



Pour des relations Suisse-UE fondées sur la coopération entre peuples et non sur le marché libéralisé

Le Parti Suisse du Travail – Parti Ouvrier Populaire propose une alternative progressiste et socialement juste au défunt accord-cadre

Les relations entre la Suisse et l'Union européenne sont dans l'impasse depuis que, le 26 mai 2021, le Conseil fédéral a notifié à la Commission européenne son refus de signer l'accord-cadre, sans proposer d'alternative. L'accord-cadre était inacceptable, par l'attaque contre les droits des travailleuses et travailleurs qu'il aurait impliqué – et que les syndicats ont justement dénoncé –, et par sa logique même : le but de cet accord était de créer un cadre institutionnel pour la reprise unilatérale, obligatoire, par la Suisse du droit de l'UE, dans certains domaines du moins, sous peine de représailles. C'en aurait été fait alors de la démocratie, de toute souveraineté populaire, et, comme dans l'UE, toute autre voie que le néolibéralisme à perpétuité aurait été légalement interdite en Suisse. Cet accord, nous l'aurions combattu en votation populaire. Mais la décision du Conseil fédéral créa un vide problématique. L'UE l'interpréta comme une rupture de négociations, et multiplia des représailles injustifiées, y compris dans des dossiers sans aucun lien avec l'accord-cadre.

En tant que seul parti de gauche en Suisse qui a procédé à une analyse critique de l'UE, de la voie bilatérale, et de la « solution institutionnelle » que devait apporter l'accord-cadre, le PST-POP se devait de prendre la parole dans ce débat, et de proposer une solution pour sortir de l'impasse, qui soit dans l'intérêt des classes populaires de notre pays, du progrès social et écologique. **C'est pourquoi, le plénum du Comité central du PST-POP, réuni le 26 février 2022, a discuté et adopté une résolution politique détaillant notre analyse de l'UE, des relations entre la Suisse et l'UE, les raisons de nos critiques envers les propositions de la droite nationaliste, du patronat et de la gauche**

réformiste, et enfin les solutions que nous proposons pour sortir de l'impasse actuelle. Une résolution publiée sur notre site internet, et dont résumons ici les axes essentiels.

Notre opposition fondamentale aux accords bilatéraux tels qu'ils sont, et à une « solution institutionnelle », telle que les eurocrates l'entendent, est fondée sur notre analyse de la nature de l'UE qui – à l'encontre d'une certaine mythologie entretenue par les milieux favorables à l'UE – est essentiellement une superstructure technocratique, fondamentalement anti-démocratique et ordolibérale, contrôlée par les lobbys liés aux grands monopoles, et dont le but est d'imposer aux peuples contre leur gré – plus facilement qu'il ne serait possible de le faire dans chacun des États membres pris séparément – une politique néolibérale inscrite dans les traités : la concurrence libre et non faussée, un nivellement par le bas des acquis sociaux, le démantèlement et la privatisation progressive des services publics, la soumission de tous et de tout au marché.

Nous sommes fondamentalement opposés à une éventuelle adhésion de la Suisse à l'UE. Nous sommes également critiques des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE tels qu'ils existent. En effet, globalement, la logique qui y préside est la transposition dans le droit suisse d'un droit communautaire néolibéral, dans une optique de libre-échange, de libéralisation, de nivellement par le bas, pour le bonheur des grandes entreprises, et au détriment des travailleuses et travailleurs, des services publics, des



normes sociales et écologiques. C'est pourquoi le PST-POP est opposé à la voie bilatérale telle qu'elle est pratiquée actuellement, et milite en faveur de la renégociation d'autres accords, dans l'intérêt des classes populaires, sur la base d'une logique de coopération et non de concurrence libre et non faussée.

Nous sommes, sur cette question-ci, fondamentalement en désaccord avec la gauche réformiste – le PSS et les Verts – favorable à un rapprochement avec l'UE, allant jusqu'à l'adhésion ; position fondée sur une vision irénique de cette « construction européenne » là. Nous considérons qu'il n'est pas possible, en étant cohérent, d'être à la fois favorable à l'UE et de gauche (si par, « de gauche », on entend une prise de partie en faveur de la classe ouvrière et une exigence de rupture avec le système existant). Nous sommes tout aussi fondamentalement opposés aux positions de la droite néolibérale, qui est favorable à la voie bilatérale dans la mesure où celle-ci est dans l'intérêt du grand capital de notre pays, mais qui partage les idées



des eurocrates en matière de démantèlement des droits des travailleuses et travailleurs, de libéralisation et de démantèlement des services publics. Notre opposition à l'UE est aux antipodes de celle de l'UE, qui se contente de faire de la démagogie sur cette question, mais n'a aucune solution crédible à apporter. En outre, la prétendue sollicitude de ce parti pour les travailleuses et travailleurs suisses, prônant la concurrence, est hypocrite : l'UDC est en effet fondamentalement libérale, et en faveur d'une libéralisation du marché du travail.

Précisons que, si nous sommes opposés à une éventuelle adhésion à l'UE, notre démarche est néanmoins résolument internationaliste, en aucun cas nationaliste, et nous ne rejetons pas par principe toute construction supranationale. Et il est vrai que nombre de défis cruciaux pour l'avenir de l'humanité ne pourront guère être résolus dans les limites de chaque État pris séparément, rendant une coopération à plus large échelle indispensable. Aussi ne sommes-nous pas fondamentalement et dans tous les cas opposés à l'idée d'une intégration européenne en tant que telle. Mais encore faudrait-il que cette intégration soit effectivement progressiste, démocratique et dans l'intérêt des peuples.

Nous considérons que, entre la poursuite de l'intégration au marché commun, impliquant une vassalisation de la Suisse par l'UE, allant potentiellement jusqu'à l'adhésion, et une thérapie de choc néolibérale pour faire face aux conséquences de l'*Alleingang* aux conditions de la bourgeoisie suisse, il existe une autre solution, dont l'application n'a rien de facile, mais qui seule peut satisfaire véritablement les aspirations des classes populaires, qui soit dans le sens du progrès social, de la durabilité et de la démocratie. C'est la voie que nous prôtons, et qui peut se résumer par : relocalisation de la production et coopération, plutôt que globalisation et concurrence. Il n'est pas simple de faire accepter à l'UE un

tel changement de paradigme, mais nous pensons que ce n'est pas impossible. Après tout, l'UE n'est pas intéressée non plus par un « no deal » avec la Suisse. En effet, l'UE est également dépendante de la Suisse à certains égards, notamment pour le transport de marchandises à travers des Alpes et l'exploitation de l'énergie électrique produite par les barrages en Suisse pour faire face aux pics de consommation dans l'UE.

N.B. : la résolution fut rédigée avant que le Conseil fédéral ne dévoile sa stratégie en matière de négociations avec l'UE, et avant le début de l'invasion russe de l'Ukraine. Ces circonstances ont favorisé, semble-t-il, un tournant plus favorable à l'UE à l'Assemblée fédérale, qui pourrait bien débloquent le dossier des relations bilatérales. Nous pensons toutefois que ces nouveaux éléments non ne diminuent en rien la pertinence de nos propositions. On ne peut certes plus dire que le Conseil fédéral n'a pas de stratégie du tout, mais l'idée d'un paquet Bilatérales III reste plutôt vague. Rien ne dit non plus qu'elle sera considérée acceptable par l'UE. Ces bilatérales III renforceront les problèmes posés par la voie bilatérale, et partagent certains défauts rédhibitoires du défunt accord-cadre. Quant à la guerre en Ukraine, l'UE a clairement pris la direction d'une centralisation accrue, et souhaite se doter d'une politique de défense commune. Et clair, de sa propre armée. La Suisse ne doit en aucun cas par trop lier son destin à un nouvel empire en formation, à un bloc militarisé, qui n'hésitera pas à défendre ses propres zones d'influence et ses propres intérêts par la force des armes ; encore moins y adhérer.

Nos solutions :

✘ **Pas de « solution institutionnelle »** : il faut être clair d'emblée dans les négociations avec l'UE, il n'y aura aucune « solution institutionnelle », aucun alignement unilatéral de la Suisse sur le droit communautaire. Un tel préalable rendra les

négociations plus difficiles, mais pourrait aussi rendre les mesures de représailles moins « intéressantes » pour l'UE : le chantage pour faire avaler à la Suisse une solution institutionnelle perdrait son intérêt si une telle solution est d'emblée exclue.

✘ **D'autres lignes rouges que celles que l'UE a voulu imposer doivent présider à la renégociation des accords** :

ce sont les droits et intérêts des travailleuses et travailleurs, les normes sociales et écologiques, et les services publics qui doivent primer sur les logiques de marché ; pas de libéralisation, pas d'ouverture à la concurrence. De telles lignes rouges impliquent que les nouveaux accords bilatéraux seront d'une application plus restreinte que les accords actuels.

✘ **Pour les domaines où l'ouverture au marché demeurera**

il faudra bien qu'ils soient régis par des rapports de réciprocité, une sécurité juridique et une certaine homogénéité du droit des deux côtés de la frontière ; mais il faudra prévoir des mesures d'accompagnement assez fortes pour en prévenir les conséquences néfastes.

✘ **Dans la mesure du possible, des accords de coopération devront être préférés à des accords de marché.**

Il devrait notamment être possible, en principe en tout cas, de maintenir une coopération en matière de recherche et une participation de la Suisse à Erasmus +, sans les relier à l'accès au marché.

✘ **Au-delà de la reprise unilatérale d'un droit néolibéral de l'UE, c'est l'objectif même au nom duquel ses partisans le justifient qui doit être refusé : l'intégration à un vaste marché libéralisé.** Car ce marché globalisé est une force destructrice, fondé sur une concurrence généralisée, où les monopoles



s'imposent par l'exploitation aggravée des travailleuses et travailleurs, le moins-disant social, la ruine des petites entreprises, des petites exploitations agricoles, l'anéantissement des services publics, la destruction de secteurs non marchands, la destruction accélérée des ressources naturelles et de l'environnement.

✘ **Comme alternative au libre-échange nous proposons une solution d'avenir : le protectionnisme solidaire.** Nous proposons de renverser la primauté des normes existantes, de rompre avec la logique présidant aux accords-bilatéraux, aux accords de libre-échange et à ceux l'OMC, pour privilégier le respect des choix démocratiques sur la « liberté » du marché et des multinationales, la défense des normes sociales et écologiques sur le libre-échange, le fait de favoriser les entreprises locales plutôt que la concurrence internationale.

✘ **Il implique aussi de mettre fin à la sous-enchère salariale.** Nous ne sommes pas opposés à la libre circulation – qui ne doit d'ailleurs pas être limitée aux ressortissant-e-s de l'UE – et militons pour la légalisation de tous les sans-papiers, et une vraie politique d'asile, qui soit une politique d'accueil et non de barbelés aux frontières. Mais une extension des droits des travailleuses et travailleurs, une réglementation renforcées du marché du travail est indispensable pour éviter tout dumping.

✘ A l'inverse du protectionnisme à l'ancienne, **le protectionnisme solidaire tel que nous le concevons ne vise pas à acquérir d'avantages particuliers dans la concurrence internationale, mais doit permettre un découplage du marché libéralisé,** mondial et européen, pour une économie au service des besoins de la population et de la préservation de l'environnement. Il doit permettre également de diminuer le degré de dépendance de la Suisse envers l'UE, de façon à rendre moins sensibles les pressions de l'UE, et retrouver une marge de manœuvre pour mener une politique indépendante.

✘ **Le protectionnisme solidaire est un moyen pour une indispensable restructuration de l'économie suisse :** relocalisation des activités productives, souveraineté alimentaire, économie circulaire plutôt que linéaire, développement des services publics, développement des énergies renouvelables et des économies d'énergie, renforcement des activités socialement et économiquement utiles plutôt que de la finance et du trading en matières premières...**tous ces changements ne pourront venir du marché, et devront être imposés par une intervention accrue des collectivités publiques. Ils impliquent une planification démocratique de l'économie.**

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur le fait que nos propositions sont à contre-courant, et seraient difficilement acceptables

pour le Conseil fédéral. Voudrait-il les reprendre qu'il aurait le plus grand mal à les faire accepter à l'UE, car il s'agirait d'une rupture fondamentale avec la logique qui a présidé aux relations entre la Suisse et l'UE, comme celle à la base des traités fondateurs de l'UE. Nos propositions exigent également de mettre en œuvre des changements profonds en Suisse même ; elles n'auraient guère de sens dans le système actuel. Mais nous estimons que ces changements radicaux sont aujourd'hui indispensables, pour construire un avenir meilleur, et simplement parce que le système actuel ne peut plus durer, et nous conduit rapidement à la catastrophe.

Aujourd'hui, nous avons le choix : ou le capitalisme de l'UE, autoritaire et néolibéral des eurocrates, ou le capitalisme national, autoritaire et néolibéral de la droite nationaliste – ces deux options conduisant vers la régression généralisée, et à la catastrophe écologique dans un avenir proche désormais – ou la lutte pour un avenir socialiste, démocratique et durable.

Le choix de cette troisième option, pour laquelle nous luttons, est aussi une contribution aux luttes des peuples de l'UE qui se battent contre ce saint empire ordolibéral, avec lesquels nous sommes solidaires et devons lutter ensemble. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de construire un jour une véritable Europe des peuples, fondée sur la coopération et la solidarité, à la place de celle de la concurrence libre et non faussée.

Résolution complète à consulter sur www.pst-pop.ch



Dépendance aux jeux d'argent

Une enquête menée par différents médias démontre que pour l'année 2020, 10 000 interdictions de casino ont été prononcées, alors que les années précédentes le chiffre tournait autour des 4000.

L'ouverture de 3 nouvelles maisons de jeux en ligne a "certainement contribué à cette augmentation" selon une déclaration du porte-parole de la commission fédérale des jeux.

Les interdictions prononcées ne représentent probablement que la pointe de l'iceberg. Lorsqu'on regarde les chiffres des spécialistes en addiction "source GREA" ceux-ci donnent le vertige.

- La prévalence à vie du jeu excessif en Suisse est de 3,3 % (2,18 % joueurs à risques et 1,14 % joueurs pathologiques) ceci correspond à environ 220 000 personnes majeures en Suisse. La prévalence chez les mineurs s'élève à 6 % ce qui est 2 fois plus élevé que chez les adultes.

- Parmi les joueurs excessifs, 90 % sont endettés, 65 % ont des problèmes de santé psychique et 49 % ont des problèmes de santé physique.
- Pour chaque joueur excessif, c'est également de nombreuses personnes de leur entourage qui subissent des conséquences négatives.
- Le jeu excessif coûte chaque année plus de 600 millions de francs à la collectivité.

1. **Le Conseil fédéral connaît-il cette situation et partage-t-il notre inquiétude ?**
2. **Le Conseil fédéral envisage-t-il de prendre des mesures pour protéger cette partie de notre population particulièrement fragilisée ?**
3. **Une interdiction de la publicité pour les jeux d'argent pourrait en diminuer**



l'attractivité, le Conseil fédéral partage-t-il cette analyse ?

4. **Actuellement 0,5 % du revenu brut des jeux d'argent et de loterie est attribué à la prévention, ce pourcentage ne devrait-il pas être augmenté pour avoir davantage de moyens de prévention ?**

Intervention de notre Conseiller National, Denis de la Reussille

Utilisation par des services de police d'un logiciel interdit

Un certain nombre de médias, reprenant des informations publiées par le site américain "Buzzfeed", ont fait savoir que la police cantonale de Saint-Gall et la police communale de la ville de Zürich ont testé le logiciel de reconnaissance faciale très controversé "Clearview". Cela s'est fait en toute illégalité, l'utilisation de ce logiciel n'étant pas autorisée en Suisse.

Alors que cette application ne devait être, semble-t-il, accessible qu'aux professionnels, il a été démontré que des dizaines voire

des centaines de personnes et d'entreprises disposent d'accès personnels, utilisant "Clearview" pour leur usage personnel. L'utilisation de ce logiciel a fait scandale dans de nombreux pays et en Suisse il est indispensable que le Conseil fédéral agisse de manière urgente pour faire respecter cette interdiction.

1. **Comment le Conseil fédéral explique-t-il que des corps de police utilisent des logiciels, quels qu'ils soient, en toute illégalité ?**

2. **Le Conseil fédéral entend-il dénoncer ces comportements et prendre à l'égard de leurs auteurs les sanctions qui s'imposent ?**
3. **Quelles sont les mesures que le Conseil fédéral entend prendre pour protéger à l'avenir la population de ce type de pratiques ?**

Intervention de notre Conseiller National, Denis de la Reussille



L'UNRWA au bord de la cessation d'activité par manque de financement

Notre pays participe au financement de l'UNRWA depuis sa fondation dans les années 1950. Pour la période 2021-2022, le financement suisse se monte à environ 20 millions de francs par an. Le directeur "de nationalité Suisse" de cette agence onusienne vient de lancer un appel au secours. D'ici quelques mois l'aide alimentaire dont dépendent 2 millions de personnes pourrait être menacée voire même cesser par manque de moyens financiers. De même que l'accès aux soins de base pour 5 millions de réfugiés palestiniens dans tout le Proche-Orient. De plus, 500 000 enfants sont scolarisés dans l'une

des 700 écoles gérées par l'UNRWA et n'auraient donc plus accès à l'éducation par manque de moyens financiers.

L'ancienne administration des Etats-Unis avait, pour des motifs politiques, privé l'agence de tout financement, ce qui représentait un quart de son budget. Si la nouvelle administration Biden a repris sa participation, le financement, selon nos informations, est encore inférieur de 130 millions de dollars à ce qu'il était précédemment.

1. **Le Conseil fédéral entend-il intervenir pour demander à**

l'administration des Etats-Unis de reprendre son plein financement à l'UNRWA ?

2. **Le Conseil fédéral, en cas de besoin, est-il prêt à débloquer des fonds d'urgence pour éviter un éventuel effondrement financier de l'UNRWA et également d'œuvrer pour assurer à long terme un financement pérenne de l'agence onusienne ?**

Intervention de notre Conseiller National, Denis de la Reussille

Le mouvement pour la paix réprimé en Europe ! Solidarité avec les militants grecs anti-guerre !

Le PST-POP exprime sa solidarité envers les travailleurs et travailleuses grecques qui se sont mobilisés avec le Parti communiste grec (KKE) en faveur de la paix en Ukraine.

Lors du rassemblement de grève massif du 6 avril 2022, les grévistes ont bloqué le port de Thessalonique, empêchant le transfert de matériel de guerre depuis un navire de l'OTAN vers l'Europe de l'Est.

Ils ont subi une attaque des forces de police. L'attaque a été suivie par l'arrestation injustifiée de 8 manifestants, parmi lesquels deux membres du Comité central du Parti communiste grec – dont l'un est gravement blessé et hospitalisé – et un membre du Conseil central de la jeunesse communiste grecque. Un journaliste du "Rizospastis", le quotidien-organe de ce parti, a également été victime d'une attaque.



Sous la pression populaire, les militants ont été libérés le lendemain. Ils devront comparaître en procès le 15 juin sous l'accusation, entre autres, de désobéissance et de dommages à la propriété.

Le PST-POP se bat aux côtés du Parti communiste grec contre tous

les impérialismes, ainsi que contre l'implication croissante des États européens dans le conflit russo-ukrainien. Il luttera contre la répression du mouvement pour la paix partout en Europe.

Parti Suisse du Travail – 8 avril 2022



Non à un rapprochement avec l'OTAN, pour la promotion de la paix, du dialogue et de la désescalade

La guerre en Ukraine a amené son lot de bouleversements en Suisse. Si le camp de la paix est plus que jamais menacé par les discours va-t'en-guerre des impérialistes de tous bords, il est crucial que la Suisse ne contribue pas à jeter de l'huile sur le feu, et ne s'associe pas plus qu'elle ne le fait déjà à un bloc impérialiste, dont les objectifs sont fort éloignés de la paix et du respect du droit international. C'est pourquoi, le Parti suisse du Travail – Parti ouvrier et populaire (PST-POP) soutient la politique de neutralité – malgré son caractère souvent hypocrite et versatile dans l'histoire – dans la mesure où elle peut être une politique de paix et de désescalade. Malheureusement, celle-ci est mise à mal par le Conseil fédéral, qui, par la voix de son président, a décidé de s'aligner sur les sanctions décidées par l'Union Européenne. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que M. Cassis adopte des positions contraires à la neutralité et aux engagements internationaux de la Suisse, pour s'aligner unilatéralement sur les desideratas des Etats-Unis. Et cette tendance dangereuse culmine avec la récente idée d'un rapprochement de la Confédération avec l'OTAN, voire d'une adhésion à cette organisation.

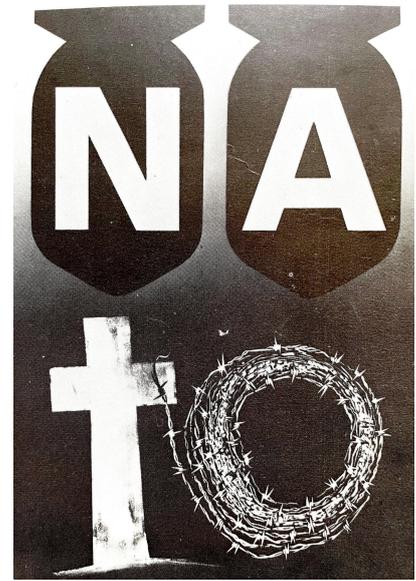
Avant toute chose, il est clair que le PST-POP refuse catégoriquement toute idée d'adhésion et de collaboration de la Suisse avec l'OTAN. Notre fidélité à la cause anti-impérialiste nous ordonne de nous tenir à l'écart d'une organisation militaire belliqueuse, qui n'est en réalité rien d'autre que le bras armé de la politique extérieure étasunienne. Toute l'histoire de l'OTAN, de sa fondation à aujourd'hui, n'a été jonchée que de déstabilisations d'états souverains, d'interventions militaires illégales et de pillages. Les exemples yougoslave, libyen, afghan, syrien et aujourd'hui

ukrainien en témoignent. À l'inverse de toute perspective d'adhésion ou de rapprochement de cette association criminelle, la Suisse devrait cesser toute collaboration avec elle.

D'ailleurs, la population suisse ne s'y est pas trompée. En effet, le dernier sondage réalisé par l'institut Sotomo nous informe que les deux tiers des Suisses sont opposés à une adhésion à l'OTAN. Idem pour les exportations d'armes vers l'Ukraine. Malgré les bruits de bottes incessants et les emportements de M. Cassis et de certains politiques, emballés à l'idée de voir une Suisse à la remorque des USA et de l'UE, la population fait preuve d'une lucidité bien supérieure à celle de ses responsables.

Forts de ces constats, nous nous étonnons des positions des autres formations politiques. A commencer par le PLR, dont le président a ouvert la boîte de Pandore sur le rapprochement avec l'OTAN. Ouverture dans laquelle se sont engouffrés des éléments du Centre et des Verts libéraux. Pour ce qui est de la gauche, la récente plainte déposée par le PS pour un accroissement des mesures de sanctions à l'encontre de la Russie, ainsi que les discours bellicistes tenus par ces mêmes socialistes, leurs collègues verts et même certaines personnes issues de la gauche radicale nous forcent à noter que le PST-POP est aujourd'hui la seule force politique à tenir coûte que coûte un discours de résistance à l'impérialisme et de promotion de la paix et du dialogue.

Le comportement du gouvernement nous pousse à poser quelques questions. Comment se fait-il que la Suisse s'aligne aussi rapidement et facilement sur les sanctions décidées par Washington et Bruxelles ? Cette même Suisse



qui avait été le lieu du dialogue sur le nucléaire iranien. Comment le chef de l'armée peut-il affirmer que « l'adhésion [à l'OTAN] n'est pour le moment pas à l'ordre du jour » ? *Pour le moment*, signifie-t-il que la question pourra être étudiée d'ici peu ? Alors même que la Suisse a traversé toute la guerre froide sans entamer de discussion d'entrée dans l'OTAN, la question se poserait aujourd'hui, 30 ans après la chute du rideau de fer ? Monsieur Cassis aurait-il reçu des pressions de la part de l'ambassade US ? La question est légitime, compte tenu de la brusque évolution de la politique extérieure helvétique et des cas de pressions américaines avérés dans d'autres pays, comme la Serbie ou le Pakistan.

La gravité de la situation impose à nos dirigeants de tenir un discours responsable, allant dans le sens de la paix et de la désescalade, ainsi que d'afficher la transparence la plus totale à l'égard de la population, dans leurs prises de positions à l'internationale.

PST-POP, le 20.04.22



Condamnation de l'offensive turque

Presque à l'insu de tous les médias en Europe, où l'on rivalise d'actions de solidarité pour l'Ukraine, la Turquie, pays membre de l'OTAN, a lancé dans la nuit du lundi de Pâques une offensive aérienne et terrestre de grande envergure dans la région du Kurdistan irakien.

Les attaques sont dirigées contre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, a fait savoir le ministre turc de la Défense. La zone frontalière turco-irakienne a été violemment bombardée par des avions de combat et des drones. Depuis le week-end dernier, l'artillerie turque attaque en outre les régions de Kobané dans le nord de la Syrie. Les attaques ont visé des installations

d'approvisionnement et la population civile. Au total, de nombreuses pertes humaines sont à déplorer.

Le comité diplomatique de la Communauté des sociétés du Kurdistan (KCK) appelle le gouvernement irakien à dialoguer avec le mouvement de libération PKK plutôt que de coopérer avec le gouvernement Erdogan. Le parti Suisse du travail, PST-POP, s'associe à cette demande. Une solution ne peut qu'être trouver en dialoguant.

Cette offensive est aussi contraire au droit international. Le PST-POP constate chez les médias en Europe un aveuglement partiel politiquement voulu par rapport à ce

conflit. Toutes et tous les Kurdes doivent avoir le droit de vivre partout où ils le désirent, en particulier au Kurdistan. Pour cette raison et face aux silences par rapport à ces attaques, le Parti suisse du travail condamne avec la plus grande fermeté l'offensive contre la guérilla du PKK.

Le PST-POP souligne que les attaques répétées de l'État turc contre le peuple kurde n'offrent aucune solution à aucun problème mais, au contraire, approfondissent les problèmes économiques, politiques et sociaux dans la région.

PST-POP, le 26.04.22

Décès d'Alain Dupraz

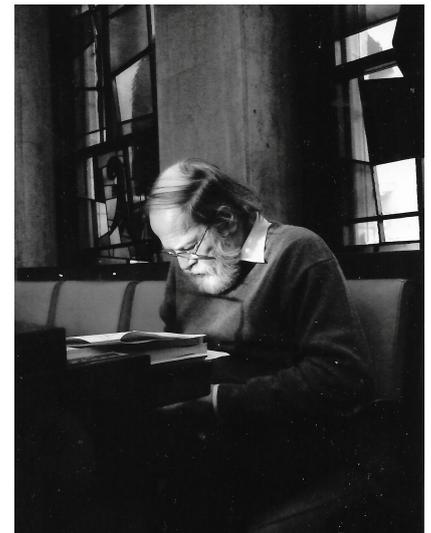
Alain Dupraz est décédé le 26 mars de cette année, à l'âge de 81 ans. Certains d'entre vous l'ont bien connu.

J'aimerais rendre hommage à ce camarade. Avant de rejoindre le Parti du Travail, Alain Dupraz a fréquenté le Parti Socialiste et la Ligue Marxiste Révolutionnaire. Inscrit sur notre liste lors des élections de 1991 au Conseil Municipal, il a été élu et depuis n'a plus quitté le Parti du Travail. Il a siégé au Conseil Municipal, qu'il a quitté en 2006 après presque 15 ans de bons et loyaux services. De bons et loyaux services puisque, sur toute cette période, je ne me souviens pas qu'il ait manqué une séance plénière. Il était l'un des piliers de la commission des travaux et de la commission ad hoc Saint-Gervais. Alain a fait un très bon travail au sein du Conseil municipal, prenant des rapports dont personne ne voulait, comme celui sur la patinoire des Vernets. Ne fuyant pas les responsabilités, il a également siégé au sein du bureau et fonctionné comme chef de groupe.

Il a travaillé aux PTT lorsque c'était encore un service public, puis quand la Poste s'est privatisée, il a pu bénéficier d'une retraite anticipée. Non mais ! travailler pour une entreprise devenue privée, jamais ! Et il a accepté cette retraite.

Son homonyme Alain Dupraz de la Tribune de Genève disait de lui, en 1998, qu'il était un «homme tranquille» de la gauche. Il s'exprimait peu, avec justesse. C'est vrai, même si sa franchise s'est parfois exprimée par quelques coups de gueule provocateurs, mais avec sa tolérance et sa bonhomie, il s'est attiré la sympathie de nombreux conseillers municipaux, tous partis confondus. Pendant les pauses, il fumait des beedees, à la buvette ou aux Pas Perdus. La fumée n'était alors interdite que dans la salle et la clope était prétexte à des discussions informelles avec des conseillers d'autres partis...

Il était passionné de musique classique et d'opéra et se rendait chaque fois qu'il le pouvait au Victoria Hall ou au Grand Théâtre



avec sa charmante épouse Marlène. C'est vrai que ses activités au Parti et au Conseil Municipal ne lui laissaient pas beaucoup de soirées libres...

Puis, retraité dans la vie civile comme dans la vie politique, Dudu s'est peu à peu éloigné de la vie trépidante et bruyante de Genève pour aller vivre dans des lieux plus calmes, dans le Jura où il s'est éteint. Adieu Alain !

Hélène Ecuyer



Le président des riches réélu en France : quelle alternative politique ?

Le seul débouché politique de tous les mouvements sociaux du quinquennat Macron aura donc été, une nouvelle fois, un second tour opposant le président sortant à Marine Le Pen, remporté par ce premier. Le président des riches, qui a mené une politique néolibérale et antipopulaire, qui se sera entouré d'une clique aussi éloignée des réalités populaires que possible, qui aura mené une politique d'autoritaire et menant à une érosion inquiétante de l'État de droit, parvient à rempiler sans trop d'efforts. Que voter pour un tel homme ait eu été la seule option pour empêcher l'arrivée du fascisme à la présidence de la République en dit long sur le désastre politique que vit la France.

Il s'en est fallu de peu pourtant pour que ce soit Jean-Luc Mélenchon qui accède au second tour en lieu et place de Marine Le Pen. C'est à désespérer...même si le plus probable est que Macron aurait été vainqueur dans ce cas également.

Avant de désespérer, toutefois, il faut réfléchir. Les responsables de la France Insoumise ont beau jeu de rendre responsables de la situation les candidats de gauche qui ne se sont pas retirés en faveur de leur : Fabien Roussel (PCF), Yannick Jadot (EELV) et Anne Hidalgo (PS). Philippe Poutou (NPA) et Nathalie Arthaud (LO) sont curieusement épargnés par ces critiques.

Le mal est pourtant visiblement plus profond, et les imprécations ne sauraient remplacer une vraie analyse. Et, Mélenchon ayant déjà fait le plein du « vote utile » à gauche, rien ne dit que les électeurs qui ont choisi un autre bulletin auraient voté pour lui en l'absence du candidat de leur choix.

Or, ce que l'on peut constater c'est la débâcle des partis historiques qui ont structuré la politique française, de tous les vrais partis en fait. Les trois candidatures qui arrivent en tête représentent des mouvements plus ou moins gazeux, sans

enracinement territorial ni organisation solide, structurés autour d'une figure de proue. C'est un peu moins vrai pour le RN, mais il manque incontestablement de cadres comme de substance politique. Charles De Gaulle, rappelons-le, détestait les partis, et avait sciemment imposé le régime présidentiel de la V^{ème} République pour les neutraliser. Le caractère dépolitisant et dévastateur de ce système se révèle dramatiquement aujourd'hui.

Les partis qui ont dominé la France pendant longtemps, le PS et LR, sont complètement laminés, et font moins de 10% ensemble. Une re-composition politique est à prévoir. LREM, le mouvement présidentiel, finira d'en siphonner une bonne partie, et l'aile droite de LR pourrait rejoindre le RN.

Le danger fasciste est loin d'être écarté. Le RN n'a jamais été aussi haut. La candidature d'Éric Zemmour a permis une dangereuse banalisation du RN, Marine Le Pen apparaissant « modérée » en comparaison, alors que ses idées n'ont pas changé. Et Macron, par sa politique antipopulaire, loin d'être un rempart durable à l'extrême-droite, lui sert surtout de marchepied.

Y a-t-il une alternative politique à ce sombre tableau ? Jean-Luc Mélenchon pense l'avoir trouvée : moi premier ministre, le reste de la gauche doit se ranger derrière ma bannière, en un mot, disparaître. Plus brièvement : « moi je ! »

Et c'est là que l'alternative qu'il semble représenter se révèle illusoire. La probabilité d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale aux prochaines législatives est extrêmement faible. Elle peut difficilement constituer un objectif sérieux. Mais elle sert de paravent en réalité pour un objectif plus pragmatique : l'hégémonie à gauche, par désintégration des partis existants.

Mélenchon est d'ailleurs en grande partie responsable de la désunion

présente de la gauche, par ses velléités hégémoniques, et l'ambition non dissimulée de faire disparaître le PCF, dans un conglomérat uni autour de sa personne. Or, une telle stratégie personnaliste et électoraliste, la politisation ambiguë et démagogique prônée par le populisme de gauche, peut certes permettre dans certaines conditions d'atteindre des bons résultats électoraux – qui ne sont pas même répertoriés aux législatives et aux élections locales, par manque d'enracinement sur le terrain de la FI – mais ne saurait servir de creuser à la construction d'un réel mouvement de lutte populaire, jusqu'à un changement de système. Mélenchon, l'homme de la VI^{ème} République, reproduit jusqu'à la caricature les défauts de la V^{ème}.

La forme d'organisation qui seule peut permettre de mener cette lutte jusqu'au bout, c'est le parti politique de la classe ouvrière, pas le mouvement gazeux autour d'une personne. Un tel parti existe en France, et il n'y en a qu'un seul : c'est le PCF. Le PCF, justement, dont le candidat et secrétaire national Fabien Roussel a mené une bonne campagne, combative, dynamique et populaire, malgré le résultat décevant en termes de voix. Certes, certaines déclarations et actions du candidat Roussel pouvaient être contestables. Mais la lutte de classe doit se penser sur le long terme. En ce sens, l'essentiel, ce sont les dizaines de milliers de membres du PCF qui conduisent une lutte exemplaire, son organisation bien réelle et implantée sur le terrain, la reconstruction du Parti, sa sortie de l'auto-effacement durant la période de la « mutation » – même si beaucoup reste encore à faire. Les petites phrases et les polémiques sur twitter appartiennent au bruit de fond.

Le PCF est à ce titre incontournable, et le PST-POP est fier de le considérer comme son parti-frère.

Alexander Eniline



Intervention à la commémoration à l'occasion des 50 ans depuis le décès de Kwame Nkrumah, organisée par le Parti du Travail le 27.04.22

Je crains de n'être de loin pas aussi compétent pour ce qui concerne le sujet qui nous occupe ce soir que les historiens qui sont avec moi autour de la table. Je ferais de mon mieux néanmoins pour dire ce que le Parti du Travail a à dire de Kwame Nkrumah et de son héritage. Je commencerai par les raisons pourquoi nous avons organisé la commémoration de ce soir.

Car, qui fut Francis Nwia Koffi Kwame Nkrumah, né en septembre 1909 à Nkroful, dans la colonie britannique de la Gold Coast (actuel Ghana), et décédé le 27 avril 1972 dans un hôpital de Bucarest, en Roumanie ? Son nom est hélas peu connu, injustement peu connu, par chez nous. Il fut pourtant un personnage légendaire en son temps, et l'est encore en Afrique aujourd'hui. Pourquoi le Parti du Travail a estimé important de rappeler aujourd'hui sa mémoire, de s'intéresser à sa pensée et à son œuvre ? En un mot, pourquoi accordons-nous autant d'importance au passé, à l'histoire ?

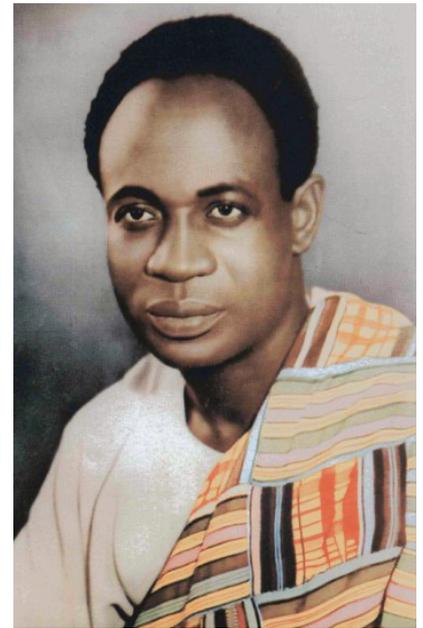
La raison, c'est que nous pensons que l'histoire n'est pas seulement connaissance du passé mais aussi un enjeu politique. La façon dont on raconte l'histoire, le choix de ses aspects qu'on met en avant ou qu'on passe sous silence, permet de construire un récit, de justifier une certaine vision du monde, de légitimer l'ordre établi ou sa contestation. Nous connaissons fort bien cet aspect en Suisse, où l'histoire officielle a eu tant de poids pour cimenter un consensus populaire autour d'une vision idéalisée – mais pour le moins imparfaitement conforme à la réalité historique – de l'histoire nationale. Nous pensons que, pour lutter contre l'ordre existant et pour bâtir un autre avenir, les classes populaires ont vitalement besoin de connaître une histoire par en-bas, celle des luttes des classes subalternes dans le passé,

des tentatives de construire une société différente, avec leurs succès et leurs échecs.

C'est également ce que Kwame Nkrumah écrivait :

« Ce lien entre la façon d'écrire l'histoire et l'idéologie est éternel. Un coup d'œil sur l'œuvre des grands historiens, Hérodote et Thucydide compris, permet de voir leur passion idéologique. Leurs irrésistibles commentaires moraux, politique et sociaux sont des cas précis qui témoignent d'une prise de position idéologique plus générale. Les grands historiens sont traditionnellement des accusateurs publics qui se sont nommés eux-mêmes : ils accusent au nom du passé et exhortent au nom de l'avenir. Ces accusations et ces avertissements ont été insérés dans un cadre rigide de pré-supposés, tant sur la nature de l'homme bon que sur celle de la société bonne, de telle façon que ces pré-supposés servent d'indices pour une idéologie implicite ».

Et Kwame Nkrumah est un personnage historique qui mérite d'être connu. Révolutionnaire, marxiste-léniniste sans dogmatisme, qui tenta de s'appuyer sur le marxisme pour penser les réalités africaines, théoricien du panafricanisme, il combattit contre le colonialisme qui étouffait le continent africain. Il conduisit son pays natal, le Ghana, l'ancienne colonie britannique de la Côte de l'or, à l'indépendance, en 1957, et en devint le premier président en 1960. C'est une lutte qu'il raconte, de son point de vue, dans son *Autobiographie*, parue lorsque l'indépendance du Ghana était déjà imminente, mais n'était pas encore effective – une certaine prudence de ton, mais aussi une utile leçon de diplomatie et de subtilité, s'en ressent dans sa prose. Durant son mandat, il s'efforça de faire du Ghana le phare de la révolution en Afrique, de rompre avec l'héritage



du colonialisme et la misère, d'entamer la construction d'une nouvelle société socialiste. Malgré les difficultés et les contradictions réelles de l'expérience ghanéenne ses réalisations furent réelles et considérables, si on prend en compte les conditions objectives dans lesquelles il fallut lutter alors.

Kwame Nkrumah est l'auteur de plusieurs écrits théoriques de grande valeur, qui valent la peine d'être lus de nos jours, qui méritent d'être connus, de même que son action politique, tant il est vrai que les potentialités non-réalisées du passé peuvent être des solutions aux impasses du présent, et des voies de l'avenir.

Notre Parti, qui est un Parti internationaliste, et qui ne sépare pas la lutte que nous menons en Suisse de la lutte de tous les peuples du monde pour leur émancipation, peut considérer à ce titre Kwame Nkrumah comme s'inscrivant dans la même tradition, dans le même héritage théorique et révolutionnaire, sur lequel nous fondons notre action.



Avant tout, parce que Kwame Nkrumah avait clairement fait le choix du socialisme, du socialisme scientifique (et non des usages nébuleux et souvent mystificateurs dont il était fait de ce terme dans les débats sur ledit « socialisme africain »), dans lequel il voyait l'avenir pour l'Afrique, la voie du développement et de la justice sociale :

« Si l'Afrique ne s'engage pas sur la voie du socialisme, elle reculera au lieu d'avancer. Avec tout autre système, nos progrès seront au mieux très lents. Notre peuple alors perdra patience. Car il veut voir le progrès se réaliser, et le socialisme est le seul moyen de le faire rapidement ».

Bien entendu, il n'est pas possible de penser le développement de nos jours comme on le concevait dans les années 60. Cela n'enlève rien pourtant à la justesse de ce que disait Nkrumah. J'ajouterais même que le socialisme devient d'autant plus nécessaire pour assurer un développement associant le progrès social et la durabilité – dont l'Afrique n'a pas moins besoin aujourd'hui qu'alors – que le capitalisme fossile touche à sa fin, et qu'il est vitalemment urgent pour l'humanité d'en sortir.

Pour penser le socialisme, Kwame Nkrumah se fondait sur ce qu'il y a à apprendre de l'édification d'une société nouvelle en URSS et dans d'autres pays du socialisme réel, sans en faire un modèle à copier – car pour construire le socialisme en Afrique, il faut d'abord partir des réalités africaines – ni en oublier les contradictions et insuffisances réelles ; une approche qui peut encore être la nôtre aujourd'hui :

« Malgré tous ces handicaps, l'hostilité ouverte et active, et les terribles pertes en matériel et en hommes résultant de la seconde guerre mondiale, l'Union Soviétique a construit en un peu plus de trente ans une machine industrielle assez forte et avancée pour lancer le spoutnik, puis envoyer le premier homme dans l'espace. Il faut dire

quelque chose en faveur d'un système d'organisation continentale, joint à des objectifs socialistes clairement définis, qui a à son actif ces remarquables exploits, et j'en fais un exemple de ce qu'un programme unifié pourrait faire pour l'Afrique. Je n'ignore pas les profonds troubles sociaux que cela a entraînés, ni la brutalité de la répression du non-conformisme. En reconnaissant l'exploit, je ne puis que regretter les excès, bien que notre propre expérience me permette de comprendre quelques-unes de leurs causes ».

Pour apprécier les réalisations de la tentative d'édification du socialisme au Ghana, mais aussi ses limites, il faut prendre en compte l'héritage de sous-développement extrême, d'absence d'infrastructures les plus indispensables, de délabrement, de misère et d'analphabétisme, de dépendance économique totale, d'un modèle d'échange inégal – exportation de matières premières brutes à bas prix, et importation de produits manufacturés et de produits alimentaires à prix surévalués – qu'avait laissé un siècle de colonialisme. La classe ouvrière était alors très minoritaire au Ghana, dont l'industrie était réduite au minimum indispensable aux yeux des intérêts coloniaux. La bourgeoisie locale était embryonnaire, et principalement de nature comprador. Le Ghana n'était pas prêt à passer au socialisme, et avait surtout besoin d'un développement économique et social pour répondre rapidement à des besoins sociaux criants. Un développement pour lequel l'État ghanéen n'avait que très peu de capitaux à mobiliser, et ne pouvait se passer ni du peu de capitalisme local qui existait, ni des investissements étrangers. Durant les quelques années dont Kwame Nkrumah disposa, il parvint néanmoins à éviter les pièges du néocolonialisme et à atteindre des résultats somme toute spectaculaires en matière d'alphabétisation, de développement des services publics et d'infrastructures – routes, ports, chemins de fers, barrage sur la Volta et électrification du pays. Des

bases d'une industrie nationale et étatisée furent jetées. Des industries de transformations furent établies pour ne plus exporter de matières premières brutes, mais des produits finis. Ainsi, aujourd'hui encore, le Ghana exporte son propre chocolat, au lieu de se contenter de vendre du cacao. Il faut aussi noter les efforts dans le sens d'une modernisation de l'agriculture, et d'une diversification économique pour sortir de la monoculture du cacao. Grâce à un soutien négocié auprès des pays socialistes, le gouvernement ghanéen parvint à trouver une solution pour s'en sortir des impasses héritées de l'époque coloniale. Le coup d'État réactionnaire brisa un élan, qui aurait pu amener des résultats autrement plus appréciables que ce qui avait été réalisé jusque-là.

Kwame Nkrumah comprit et analysa les dangers du néocolonialisme, et proposa des solutions pour que l'Afrique puisse échapper à cette nouvelle oppression. Dans *Néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme* – dont le titre, mais aussi la démarche sont inspirés de Lénine – il montre que, malgré l'indépendance politique que la plupart des États africains avaient acquise, ou étaient en passe d'acquiescer, loin s'en faut qu'ils aient gagné une indépendance réelle. Il procède à une analyse très complète des consortiums capitalistes internationaux qui dominaient l'Afrique dans la plupart des secteurs de son économie – une énumération peut-être un peu fastidieuse à lire, mais qu'il était absolument nécessaire d'établir et de dénoncer – ainsi que des mécanismes multiformes qui continuaient à maintenir le continent dans les chaînes de la dépendance et du sous-développement, comme si rien n'avait substantiellement changé depuis l'époque coloniale. Sans briser ces chaînes, l'Afrique ne pourrait jamais sortir d'un modèle d'échange inégal – exportation de matières premières brutes au seul profit des monopoles occidentaux, contre importation de produits manufacturés achetés à des prix surévalués – ni prendre



son destin en main. Le néocolonialisme se mettait seulement en place alors, mais ses mécanismes n'ont pas substantiellement changé depuis. L'analyse pionnière de Kwame Nkrumah reste aujourd'hui indépassable.

Son engagement panafricaniste – pour lequel il s'est rendu célèbre avant que d'animer la lutte pour l'indépendance de la Côte de l'Or – découle de son analyse du néocolonialisme et de sa perspective anti-impérialiste. Les anciennes puissances coloniales ont sciemment – selon la maxime « diviser pour mieux régner » – partagé l'Afrique en une multitude de petits États, dont la plupart ne sont pas viables seuls, sans l'« aide » intéressée de l'ancienne métropole, pas même pour financer leur fonctionnement, et n'ont pas les moyens de mettre en œuvre les ressources nécessaires à un plan de développement endogène. En plus de cette division entre États, les puissances coloniales ont tout aussi sciemment attisé les esprits de clocher, les intérêts particuliers, les régionalismes, toutes les tendances centrifuges possibles et imaginables pour diviser les nouveaux États de l'intérieur et les affaiblir – une tactique que Kwame Nkrumah parvint à enrayer au Ghana, et à bâtir une nation unifiée, malgré tous les efforts perfides de l'occupant britannique. Pour pouvoir réellement sortir d'un rapport de dépendance à l'égard de l'ancienne puissance coloniale, pour mettre fin à une concurrence néfaste entre États africains qui ne profitent qu'aux monopoles occidentaux, pour mettre en œuvre un développement à large échelle, l'Afrique devrait s'unir politiquement, avec un gouvernement fédéral commun, un marché commun, une planification économique à l'échelle du continent, une diplomatie et une politique de la défense commune. Kwame Nkrumah expose ces idées dans *l'Afrique doit s'unir*, dont il a fait distribuer des exemplaires à tous les autres chefs d'État africains en fonction, dont, hélas, aucun ne l'a écouté. L'état peu réjouissant dans lequel se



De gauche à droite sur la photo: Marie-France Martinez, responsable de la communication du CETIM; Bouda Etemad, historien spécialiste de la colonisation; Alexander Eniline, coprésident du PST-POP; et Amzat Boukari-Yabara, historien spécialiste du panafricanisme, qui a participé en ligne depuis Abidjan

trouve l'Afrique aujourd'hui, qui souffre des mêmes maux que Kwame Nkrumah avait déjà dénoncés, n'en rend ses idées que plus actuelles, à défaut de forces politiques conséquentes pour les porter dans l'immédiat.

En ces temps de guerre, tragiques et lourds de menaces, il est utile d'insister à part sur la politique étrangère prônée par Kwame Nkrumah. Avant Micheline Calmy Rey, il utilisa l'expression de « neutralité positive » pour la définir. Il prônait pour l'Afrique une politique de non-alignement et de paix, de nature à atténuer les tensions entre les deux blocs, et de prôner une dynamique de désarmement et de désescalade. Une Afrique unifiée, parlant d'une seule voix, de sa propre voix, aurait eu une force morale certaine en suivant une telle ligne. Le Ghana indépendant essaya par défaut de le faire en son nom, avec des résultats forcément beaucoup plus limités.

« L'action sans la pensée est vide. La pensée sans l'action est aveugle ». C'est cette citation de Kwame Nkrumah que nous avons choisi comme titre pour la présente commémoration. Et, en effet, ce qui

caractérise sa pensée, c'est l'importance qu'il accorde au combat des idées, à l'idéologie, et à son lien dialectique avec la pratique. La lecture de Kwame Nkrumah peut être un remède utile au culte étroit du « terre-à-terre » et du « concret », qui est une étroitesse malheureusement bien présente dans le mouvement ouvrier suisse. Il vaut la peine de citer un passage plus long, extrait de *Consciencisme*, livre où Kwame Nkrumah expose sa lecture originale, et adaptée aux réalités africaines, du marxisme-léninisme, et qui a suscité d'importants débats sur son interprétation :

« Mais l'interaction entre la modification des conditions sociales, d'une part, et le contenu de la conscience des peuples, d'autre part, ne se fait pas à sens unique : les conditions peuvent être modifiées par une révolution, et les révolutions sont le fait d'hommes, d'hommes qui pensent en hommes d'action et agissent en hommes de pensée. Il est vrai que l'histoire fait les révolutionnaires, mais loin d'être la balle emportée par le vent de l'histoire, ils ont une solide base idéologique.

La révolution a deux aspects. Elle s'oppose à un ordre ancien et elle



lutte pour un ordre nouveau. Les marxistes ont raison d'insister sur le fait que les circonstances matérielles sont une force déterminante, mais j'aimerais donner également une grande importance au pouvoir déterminant de l'idéologie. Une idéologie révolutionnaire n'est pas purement négative ; ce n'est pas une simple réfutation conceptuelle d'un ordre social en train de mourir, mais la lumière qui guide l'ordre social naissant. ».

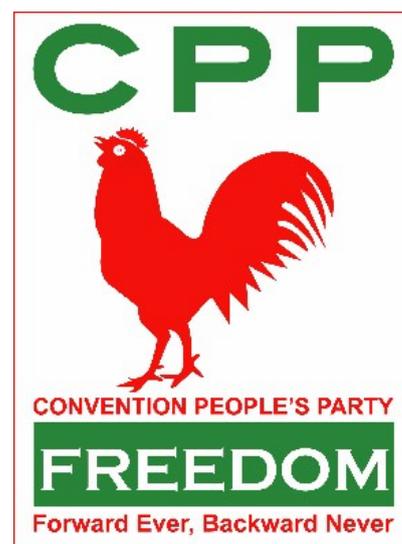
Je ne peux toutefois rester sur une simple apologie de Kwame Nkrumah, n'évoquer que les aspects glorieux de son œuvre, car, hélas, la révolution ghanéenne se termina par un échec. En 1966, le président Nkrumah fut renversé par un coup d'État réactionnaire, avec le soutien de l'ancienne puissance coloniale, alors qu'il était en visite officielle au Vietnam. La junte qui s'est emparée du pouvoir remit le Ghana sur les rails du néocolonialisme, bien que, jusqu'à aujourd'hui, tout ce que Nkrumah avait accompli ne put être démantelé. Quant au premier président du Ghana, il vécut le reste de sa vie en Guinée, l'un des quelques autres pays révolutionnaires – avec un certain nombre d'ambiguïtés – où le président Ahmed Sékou Touré l'accueillit et lui décerna un titre honorifique. Il s'y radicalisa d'ailleurs, et prôna la lutte armée menée par un parti révolutionnaire dans ses derniers écrits.

Cela fait de Kwame Nkrumah une figure tragique de l'histoire de l'Afrique, moins célèbre que d'autres, car il ne perdit pas la vie dans le coup d'État qui le renversa. Cela oblige aussi à analyser les faiblesses de la révolution ghanéenne et les causes de son échec, puisque, forcément, il y en a eu.

La première de ces causes, c'est que Kwame Nkrumah s'est bien souvent retrouvé seul ou presque à prêcher dans le désert, dans l'Afrique entière – qui ne comptait que quelques îlots révolutionnaires, pour une masse d'États formellement indépendants, mais en fait aux mains d'élites acquises au

néocolonialisme – comme au Ghana, où la possession du titre suprême masquait mal son isolement réel.

Si Kwame Nkrumah parvint, tant qu'il fut au pouvoir, à faire du Ghana le phare de la révolution en Afrique, il faut malheureusement dire que son propre parti, le CPP (Parti de la Convention du Peuple), n'était pas à la hauteur, et c'est un euphémisme que de le dire. Parti de masse, populaire, militant, formé en 1949, et qui conduisit la lutte victorieuse pour l'indépendance, le CPP – parti pour l'indépendance, à la composition nécessairement plurielle, rassemblant des membres provenant des horizons les plus divers, et qu'unissait essentiellement leur engagement pour l'indépendance nationale, malgré des divergences considérables sur leurs orientations politiques par ailleurs – se dévitalisa une fois parvenu au pouvoir. Il ne parvint pas à devenir un parti d'avant-garde, un parti de la classe ouvrière, dont le Ghana nouveau avait besoin. Au lieu de cela, il devint un parti-État passablement amorphe, rempli d'éléments opportunistes et d'adversaires du socialisme, déchiré par des intrigues sourdes entre clans rivaux. Le président était en réalité passablement isolé au sommet avec ses idées socialistes, entouré par des éléments droitiers et d'anciens compagnons de lutte désireux surtout de s'enrichir par des moyens pas nécessairement légaux. Il faut bien entendu tenir compte de l'inévitable réalité : Nkrumah revint en Côte d'Ivoire en 1947, le CPP fut fondé en 1949, gagna les élections et accéda au gouvernement en 1951 déjà, pour conduire le pays à l'indépendance en 1957. Parti jeune, ayant grandi vite, il ne pouvait avoir acquis la cohésion et la solidité politique que seule peut avoir une organisation qui s'est forgée sur des années de lutte. Il faut dire que les cadres ayant une formation marxiste étaient fort rares au Ghana, la censure britannique ayant « préservé » ses colonies de la pénétration d'idées indésirables aux yeux de



Logo du CPP, et sa devise : « Toujours en avant, jamais en arrière »

l'administration coloniale. Toujours est-il que les problèmes étaient connus, et que, loin d'être traités, ils allèrent en s'aggravant.

Paradoxalement, c'est l'importance extrême que Kwame Nkrumah accordait à la lutte idéologique – au détriment des rapports de force réels parfois – qui lui a peut-être joué un mauvais tour. Le CPP dispensait une excellente formation idéologique dans son institut de formation, et avait une aile gauche dynamique, mais celle-ci était cantonnée en pratique au travail de propagande. Aux postes de commande, on trouvait majoritairement des éléments droitiers qui eurent beau jeu de saboter autant qu'ils le purent, consciemment ou en se livrant à la corruption, l'édification du socialisme, de dévoyer l'organisation du Parti et d'empêcher l'organisation de la classe ouvrière.

C'est en revanche un mauvais procès qu'on fait à Kwame Nkrumah en l'accusant d'autoritarisme. Un procès calomnieux fait par des officines de propagande impérialiste, qui fermèrent complaisamment les yeux sur des violations beaucoup plus graves qui eurent lieu dans les pays qui s'étaient soumis au néocolonialisme. Kwame Nkrumah attachait même beaucoup d'importance à la liberté d'expression, et un



débat d'idée, avec des critiques adressées au gouvernement, exista largement au Ghana jusqu'au coup d'État ; un débat d'idée inenvisageable par exemple dans la Côte d'Ivoire de Felix Houphouët-Boigny, régime à parti unique, mais qui choisit ouvertement le capitalisme. Le Ghana dut-il est vrai adopter des mesures coercitives de plus en plus drastiques. Mais il y fut contraint par les menées de sabotage de l'opposition réactionnaire – qui se livrait à des campagnes d'obstruction, de calomnie et de violence (qui n'auraient pas été tolérées en Suisse), – les manœuvres de l'impérialisme, et les nombreuses tendances centrifuges et fragilités qui menaçaient jusqu'à l'existence du jeune État ghanéen. Le Ghana dut, il est vrai instaurer une politique de détention préventive, qui autorisait l'arbitraire dans la répression. En revanche, Kwame Nkrumah veilla à ce que la peine de mort ne soit pas appliquée (la junte qui le renversa, elle, n'hésita pas à exécuter ses opposants). Il finit par faire du CPP le parti unique du pays, après avoir hésité longtemps à le faire. Mais le problème n'est pas là. Un système à parti unique peut tout à fait se justifier, et n'est pas nécessairement incompatible avec la démocratie. Le véritable problème est que le CPP n'était à l'évidence pas apte à jouer ce rôle. Le reproche qu'on doit faire par contre à Kwame Nkrumah, c'est un manque d'analyse, en termes de classes, de forces hostiles au socialisme, et la cécité à leur présence massive au sein même du CPP, et du gouvernement ghanéen.

Ces faiblesses et ces erreurs, si elles doivent être analysées sans concessions et si des leçons doivent en être tirées, n'enlèvent toutefois rien à la grandeur de Kwame Nkrumah et à l'actualité de sa pensée. Si son tort fut d'avoir trop souvent eu raison trop seul et trop tôt, ça veut dire aussi qu'il est grand temps d'écouter ce qu'il avait à dire.

L'analyse que Kwame Nkrumah fit du néocolonialisme, alors qu'il se

mettait seulement en place, demeure valable aujourd'hui. Certes, les consortiums internationaux qui pillent l'Afrique n'ont plus forcément les mêmes noms, et les schémas d'optimisation fiscale se sont perfectionnés depuis. Mais les mécanismes d'oppression – l'échange inégal, la dépendance économique, une dette odieuse, le rôle du FMI et de la Banque mondiale, etc. – demeurent les mêmes, et donc aussi les solutions pour s'en libérer.

Le choix fait du socialisme pour un développement socialement juste, et pour l'avenir de la société, le panafricanisme, la volonté d'un développement autocentré, le primat à la production locale et aux cultures vivrières pour sortir du schéma colonial d'exportation de matières premières, une politique de neutralité active et de paix... toutes ces idées n'ont pas pris une ride.

C'est à raison que Kwame Nkrumah reste un personnage légendaire en Afrique, car, comme je l'ai dit ce sont les potentialités non-réalisées du passé qui peuvent être des solutions aux impasses du présent, et des voies de l'avenir. Plus que jamais, nous devons penser et construire les luttes pour la rupture avec un système oppressif et qui a fait son temps, en Afrique, en Suisse, sur toute la planète, ainsi que la nécessaire solidarité entre les peuples qui luttent. Et il n'y a pas de meilleur guide pour cela que la pensée et l'action de nos prédécesseurs, que la tradition du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Je conclurai donc par une citation d'un auteur qui fut un compagnon de route du mouvement communiste, Aimé Césaire : « La voie la plus courte vers l'avenir est toujours celle qui passe par l'approfondissement du passé ».



Mausolée de Kwame Nkrumah à Accra, capitale du Ghana

Alexander Eniline

Bibliographie :

- 📖 Arzalier Francis (sous la direction de), *Expériences socialistes en Afrique (1960-1990)*, éditions le Temps des Cerises, Paris, 2010
- 📖 Bénot Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, éditions François Maspero, Paris, 1972
- 📖 Bouamama Saïd, *Figures de la révolution africaine, de Kenyatta à Sankara*, éditions la Découverte, Paris, 2014
- 📖 Boukari-Yabara Amzat, *Africa Unite! Une histoire du panafricanisme*, éditions la Découverte, Paris, 2014
- 📖 Nkrumah Kwame, *Autobiographie*, éditions Présence Africaine, Paris, 1960
- 📖 Nkrumah Kwame, *L'Afrique doit s'unir*, éditions Présence Africaine, Paris, 1994
- 📖 Nkrumah Kwame, *Le néo-colonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, éditions Présence Africaine, Paris, 1973
- 📖 Nkrumah Kwame, *Le conscientisme*, éditions Présence Africaine, Paris, 1976
- 📖 Nkrumah Kwame, *Recueil de textes introduits par Amzat Boukari-Yabara*, CETIM, Genève, 2016



Tout le monde peut devenir un.e réfugié.e – respect et actes humanitaires pour tou.te.s !

La guerre en Ukraine se poursuit – environ 3 millions de personnes (dont 1,4 million d'enfants) ont actuellement quitté leur pays, tandis que les caravanes de personnes à la frontière avec la Pologne et les autres voisins de l'Ukraine augmentent chaque jour.

Ce qui se passe en réalité en Ukraine est une invasion de la Russie, en violation de toute notion de droit international, une intervention impérialiste, comme celles menées par l'OTAN ou d'autres grandes puissances ces dernières années partout dans le monde, entraînant la perte de vies humaines, la destruction de pays entiers, la création d'énormes vagues de populations réfugiées.

Les Ukrainiens connaissent aujourd'hui le même sort amer que des millions d'autres, depuis tant d'années, luttant pour sauver leur vie et celle de leurs enfants.

La situation à laquelle nous sommes confrontés ne laisse pas de place à l'apathie : nous avons besoin, tout d'abord, d'un mouvement anti-guerre fort, large, dynamique et uni, afin de mettre fin à la guerre, un mouvement pour la paix semblable à ceux des années 1970, 1980 et au-delà, qui avaient joué un rôle décisif dans le cessez-le-feu. Nous devons également faire un effort commun pour combattre les causes qui mènent aux guerres.

Le Parti de la Gauche Européenne, dans chaque État membre de l'UE,



mobilise ses forces, en coopération avec les organisations sociales et populaires sur le terrain, afin d'accueillir, d'informer, de transporter, d'héberger et de répondre aux besoins fondamentaux des nouvelles vagues de réfugiés, sans parler de l'inclusion des enfants dans l'éducation.

Dans le même temps, il demande instamment aux gouvernements des États membres de l'UE d'annuler l'inacceptable Pacte pour l'immigration et de reconnaître la nécessité de créer des voies de passage légales et sûres ainsi qu'un plan de relocalisation sérieux pour tous les réfugiés.

Le Parti de la Gauche Européenne condamne directement la tentative de discrimination entre les personnes déracinées par les horreurs de la guerre, les politiques de criminalisation du sauvetage en mer, l'incapacité à traiter des dizaines d'allégations de déportations illégales de réfugiés, la fermeture des

frontières entre les États membres de l'UE, la militarisation de l'Europe contre des êtres humains désespérés.

L'application du droit international ne peut en aucun cas être sélective, pas plus que la sensibilité et l'humanité. La tragédie actuelle du peuple ukrainien le montre clairement : n'importe qui peut se retrouver réfugié, tant que les jeux géopolitiques démolissent toute chance de coexistence pacifique.

Nous exigeons et nous avons un besoin urgent de respect et d'actes humanitaires pour tous ceux qui sont dans le besoin, pour toutes les personnes qui risquent leur vie et qui sont forcées de fuir.

Parti de la Gauche Européenne

28 mars 2022



EN VERSION PAPIER+WEB

VOIX POPULAIRE
Successeur de la Voix Ouvrière fondée en 1944

LE MENSUEL D'INFORMATION DE REFLEXION ET DE COMBAT

ABONNEZ-VOUS !

LE PORTE VOIX DES CLASSES

Journée de formation du Parti du Travail

Samedi 28 mai 2022
À 10h00
Au siège du Parti du Travail
25 Rue du Vieux-Billard
2^{ème} étage

Cours donnés :

- « L'antimilitarisme », par Tobia Schnebli
- « Le socialisme, la guerre et la paix », par Alexander Eniline
- 3^{ème} cours à déterminer

Repas canadien, événement public, venez nombreux !

LE 15 MAI

OUI À LA MODIFICATION DE LA LOI SUR LE CINÉMA

OUI À LA LOI SUR LA TRANSPLANTATION D'ORGANES

NON AU FINANCEMENT DE FRONTX PAR LA SUISSE!

OUI À LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Parti du Travail

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

Je souhaite adhérer au Parti du Travail

Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge

Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8